

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1909.

Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1909 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PIRMEZ.

MESSIEURS,

Le projet de budget du Ministère de la Guerre s'élève à fr. 58,172,505.63, en augmentation de fr. 1,055,531.15 sur le budget de 1908.

Les dépenses ordinaires sont en augmentation de fr. 170,751.15.

Les dépenses extraordinaires sont en augmentation de 884,800 francs.

Parmi l'augmentation des dépenses ordinaires, signalons :

1° Une somme de 29,000 francs pour le traitement, les suppléments de traitement et les indemnités diverses à allouer aux officiers de réserve qui seront rappelés lors des périodes de tir ou de manœuvres.

Cette mesure semble excellente, si on veut que les officiers de réserve soient en état de rendre les services qu'on attend d'eux.

2° Une somme de 60,000 francs, destinée à permettre des allocations aux masses de ménage des corps, afin de procurer des boissons rafraichissantes ou des aliments supplémentaires aux sous-officiers et soldats pendant les périodes de tir, de manœuvres et dans certaines circonstances spéciales.

Cette mesure montre la sollicitude du Ministre de la Guerre pour le bien-être de la troupe.

Parmi les dépenses exceptionnelles, signalons :

1° Une somme de 2,360,000 francs, soit 350,000 francs de plus qu'en 1908, pour l'amélioration du casernement ;

(1) Budget, n° 4^N.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Verheyen, Monville, Hymans, Pirmez, de Sadeleer et de Broqueville.

2° Une somme de 3,500,000 francs, soit 300,000 francs de plus qu'en 1908, pour l'armement de l'artillerie de campagne;

3° Une somme de 50,000 francs pour l'aménagement des trains sanitaires. Il est à noter que trois crédits de 50,000 francs ont été demandés pour cet objet en 1906, 1907 et 1908. Nous remarquons que dans la note préliminaire du budget de 1908, il était dit que c'était le dernier crédit demandé. La note préliminaire du budget de 1909 ne signale pas pourquoi, dans ces conditions, un nouveau crédit est demandé.

EXAMEN DANS LES SECTIONS.

Le budget est rejeté en 1^{re} section par 10 voix contre 6.

Dans cette section un membre demande ce qu'on fera du vieux matériel d'artillerie.

Un autre membre demande quand on installera la cavalerie à Charleroi.

Le budget est rejeté dans la 2^e section par 10 voix contre 7 et 2 abstentions.

Le rapport ne mentionne aucune observation.

Le budget est rejeté en 3^e section par 11 voix contre 10.

Un membre proteste contre la sévérité exercée pour l'admission des volontaires.

Un membre trouve exagérée la somme demandée pour la construction d'un magasin de fourrages à Gand (275,000 fr.).

Un membre s'occupe de l'amélioration du casernement à Louvain.

Le budget est adopté en 4^e section; le rapport ne signale que les votes négatifs, soit 4 voix.

Il n'est fait aucune observation.

Le budget est adopté en 5^e section par 8 voix contre 4.

Un membre trouve les dépenses militaires exagérées et critique les abus qu'il prétend nombreux dans le service de l'intendance.

Le budget est adopté en 6^e section par 12 voix contre 5 et 2 abstentions.

Le rapport ne signale aucune observation.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

La section centrale décide de ne pas soulever la question du mode de recrutement de l'armée, une discussion spéciale devant avoir lieu à ce sujet.

Dépenses militaires.

Le tableau ci-dessous indique le montant du budget de la Guerre depuis 1900, soit durant dix exercices.

Années.	Dépenses ordinaires.	Dépenses exceptionnelles.	Total.
1900 . .	48,750,943.75	4,520,532.72	53,071,476.47
1901 . .	49,203,370.72	6,133,945.00	55,339,315.72
1902 . .	49,203,370.72	7,067,666.25	56,273,036.97
1903 . .	49,915,415.72	5,393,296.61	55,308,712.33
1904 . .	49,997,885.60	5,802,860.00	55,800,745.60
1905 . .	50,063,508.49	4,387,100.00	54,450,608.49
1906 . .	50,120,883.49	10,213,880.00	60,600,489.49
1907 . .	50,399,609.49	13,521,000.00	63,920,609.49
1908 . .	50,551,274.48	6,663,700.00	57,116,974.48
1909 . .	50,722,005.63	7,450,500.00	58,172,505.63

De ce tableau, il résulte que les dépenses ordinaires augmentent régulièrement; cela s'explique par les améliorations constants apportées à la situation des officiers et des troupes.

Les dépenses exceptionnelles varient d'année en année. Les fortes dépenses sont dues en grande partie à l'amélioration du casernement et au renouvellement du matériel d'artillerie. Ces dépenses seront toujours élevées, car il faut marcher avec le progrès, l'armement se perfectionne toujours, l'automobile, les ballons dirigeables, les aéroplanes ne deviennent-ils pas de puissants auxiliaires pour une armée et de fortes dépenses ne doivent-elles pas être faites dans ces différentes branches?

Le tableau qui précède nous dit que la moyenne des budgets de la Guerre depuis dix ans est de . . . fr. 57,003,447.67

Mais les dépenses du budget de la Guerre ne sont pas les seules qui concernent l'armée. Des dépenses sont insérées dans d'autres budgets.

Le budget de la Dette publique indique pour la rémunération des miliciens une somme de . . . 14,031,000.00

Le budget de la Dette publique nous indique encore pour les pensions militaires une somme de . . . 5,540,000.00

Pour les pensions civiles du Département de la Guerre 110,000.00

Pour les pensions ecclésiastiques du Département de la Guerre . . . 12,000.00

Le budget de la Justice nous indique pour la justice militaire. . . 158,500.00

La moyenne des sommes portées au budget extraordinaire concernant l'armée pendant les 10 dernières années s'élève à . . . 1,785,279.00

Le budget des Recettes et dépenses pour ordre mentionne plusieurs pertes concernant l'armée. Aux différentes questions posées à ce sujet, M. le Ministre de la Guerre a répondu de la façon suivante :

QUESTION.

La section centrale voudrait avoir des explications sur les postes du budget des Recettes et dépenses pour ordre concernant l'armée :

1. ART. 27. — *Caisse de remplacement par le département de la Guerre fr. 4,000,000*

RÉPONSE.

C'est la somme annuellement nécessaire pour assurer les services de la Caisse de remplacement. Elle représente les fonds à recevoir et à payer pour le compte de cette caisse, dont l'avoir est bien supérieur et à l'égard de laquelle l'État remplit les fonctions de caissier.

2. ART. 54. — *Fonds pour l'encouragement du service militaire : fr. 12,000*

Cette somme représente les intérêts d'un capital nominal actuel de 400,000 francs (inscrit au Grand Livre de la Dette publique) délaissé par l'ex « Association générale pour l'encouragement du service militaire » et confié par ordre de justice au département de la Guerre avec mission de l'employer à secourir des militaires devenus infirmes.

3. ART. 48. — *Fonds spécial des volontaires de réserve . . fr. 150,000*

Ce poste indique la somme annuellement nécessaire au Trésor pour assurer les services courants du Fonds spécial des volontaires de réserve créé par la loi du 26 août 1903 contenant le budget de la Dette publique pour l'exercice 1905.

4. ART. 112. — *Service des établissements de fabrication de l'artillerie fr. 500,000*

Les établissements de fabrication de l'artillerie exécutent, pour des services étrangers à l'arme, des travaux et fournitures, tels que la réparation des voitures régimentaires ou du service des subsistances, la fourniture d'armes ou de munitions pour l'artillerie de la garde civique, pour notre colonie, pour la marine, les gardes champêtres, la construction du matériel hospitalier de la Croix-Rouge, etc.

Ces divers services en versent le montant au Trésor avec affectation spéciale au fonds de remploi visé à cet article 112.

Le service des établissements de l'artillerie fait, sur ce fonds, des imputations de même importance.

5. ART. 113. — *Institut cartographique militaire. . . . fr. 50,000*

Le fonds spécial, alimenté par le produit des cartes et des travaux et fournitures exécutés par l'Institut pour compte des administrations publiques, est rattaché au budget des recettes et dépenses pour ordre. (Voir arrêté royal du 3 mai 1879.)

L'Institut impute sur le même fonds les dépenses relatives à l'acquisition de papiers, couleurs et autres matières nécessaires à l'impression des cartes.

6. ART. 114. — *Service de la pharmacie centrale de l'armée* fr. 75,000

La pharmacie centrale de l'armée et les pharmacies des hôpitaux militaires sont autorisées à délivrer à diverses administrations (chemins de fer de l'État, prisons, école vétérinaire de l'État) des médicaments dont le paiement s'opère au moyen de versements au Trésor faits par les parties prenantes (Instruction n° 5139 de l'administration de la Trésorerie et de la Dette publique).

Le fonds spécial ainsi constitué est à la disposition du département de la Guerre pour les besoins du service pharmaceutique de l'armée.

7. ART. 115. — *Service de la remonte spéciale des officiers* fr. 200,000

Les officiers sont autorisés à choisir leurs montures parmi les chevaux de troupe; il en remboursent la valeur au Trésor, soit en un seul paiement, soit par paiements échelonnés.

Ces sommes sont versées au fonds de remploi intitulé : « Remonte spéciale des officiers ».

Les corps imputent au même fonds le prix de chevaux qu'ils achètent en remplacement des animaux cédés.

Une avance de 200,000 francs est demandée au Trésor, ces remplacements ayant lieu avant l'apurement des comptes particuliers par le fait que la plupart des officiers choisissent le mode de paiement échelonnés.

8. ART. 116. — *École militaire. Pension des élèves.*

Le fonds de 400,000 francs « Pension des élèves de l'École militaire » est constitué au moyen des sommes versées par les parents, au titre de la pension des élèves.

On y impute les dépenses suivantes, non prévues au budget de la Guerre : nourriture, frais d'entretien et solde des élèves.

9. ART. 122. — *Fonds spécial et temporaire institué par l'article 6 de la loi du 30 mars 1906 pour les travaux de fortification du nouveau système défensif d'Anvers.*

Littéra A. fr. 46,640,000

ART. 125. — *Fonds spécial, etc.*

Littéra B. fr. 18,033,000

Le fonds spécial visé aux articles 122 et 125 est alimenté :

1° Par des prélèvements opérés sur un crédit extraordinaire de 48 millions de francs institué par la loi du 30 mars 1906, majoré de 4,673,000 francs par la loi du 18 août 1907, qui l'a porté à 49,673,000 francs;

2° Par le produit de l'aliénation de terrains militaires devenus disponibles à Anvers et Termonde, estimés à 15,000,000 de francs. Des avances seraient

faites, jusqu'à concurrence de cette somme, par la caisse de remplacement, soit, au total, pour ce 1^{er} et 2^{me} fr. 64,673,000

De cette somme, 46,640,000 francs sont affectés aux travaux de la ligne avancée (littera A);

18,033.000 francs seront affectés aux travaux de la seconde ligne de défense (littera B).

Ce fonds spécial figure au budget des Recettes et Dépenses pour ordre, conformément à l'article 24 de la loi sur la comptabilité de l'État. Le Gouvernement rend compte chaque année aux Chambres de son emploi (voir pages 3 et 6 du budget des Recettes et Dépenses pour ordre de 1909).

De l'ensemble de ce qui précède, on peut se rendre compte de l'effort fait dans le pays pour l'armée.

Calcul des traitements, soldes, etc.

Les annexes aux développements du budget de la Guerre donnent la composition des états-majors et des corps de troupe.

C'est sur la récapitulation de l'effectif inscrit dans ces annexes (page 73) qu'est basé le crédit demandé.

A ce propos, la question suivante a été faite à M. le Ministre :

QUESTION.

Le montant du budget de la Guerre est basé sur un effectif organique de 43.061 hommes, avec une présence réelle de 365 jours par homme. Or, il est avéré que les effectifs en question sont loin d'être atteints, durant une très grande partie de l'année, par les congés de différentes natures, petites permissions, etc. Il doit donc encore avoir un excédent ; où est-il reporté ?

RÉPONSE.

Les 43.061 hommes comprennent 1,800 civils militarisés et 209 civils ressortissant aux services de l'artillerie et du génie ; les troupes n'y figurent que pour le chiffre de 41,052 hommes. Celui-ci sert de base au calcul des crédits nécessaires, notamment, pour la solde, le pain et la viande, *crédits réduits d'un certain nombre de journées de permission et d'hôpital* (voir art. 10 à 14 annexés et art. 24.)

L'excédent budgétaire ne provient donc pas des congés ou permissions, mais du déficit de l'effectif de paix.

Ainsi que je l'ai dit, le 8 décembre dernier, dans une réponse à M. Bertrand, grâce à ce disponible, on a pu s'abstenir jusqu'à présent de solliciter des majorations pour certains crédits insuffisants, aux articles 10 à 14 et 24.

C'est ainsi que le renchérissement progressif des denrées alimentaires et fourragères occasionnera, en 1908, une majoration de dépenses d'environ 1,400,000 francs pour le pain et la viande et, pour les fourrages, de 325,000 francs.

Les causes économiques de cette situation pouvant disparaître ou s'atténuer, on n'a pas, provisoirement, modifié les articles correspondants du budget.

Observation : Il est regrettable que les chiffres fournis par la récapitulation de l'effectif ne soient pas exacts. S'il y a une augmentation de crédit à solliciter pour le renchérissement progressif des denrées alimentaires et fourragères, il serait préférable de le demander et d'indiquer l'effectif réel.

La situation serait ainsi nette.

Les différents budgets depuis 1904 donnent comme récapitulation de l'effectif :

1904.		43,034	hommes.
1905.		43,064	—
1906.		43,064	—
1907.		43,063	—
1908.		43,053	—
1909.		43,061	—

Si le chiffre de l'effectif de paix avait été donné exactement, le Parlement aurait pu se rendre compte de la situation militaire et prendre au besoin les mesures que la situation comportait.

Il est donc désirable à tous égards que le budget reflète à l'avenir la situation réelle.

Caisse de remplacement.

Différents membres de la section centrale voudraient que le compte de la Caisse de remplacement soit fourni régulièrement aux Chambres.

Aucune loi n'exige le dépôt de ce compte à une époque déterminée, mais M. le Ministre le fournit chaque fois qu'il est demandé.

Ainsi le rapport du budget de la Guerre de 1908 fournit le compte des exercices 1904, 1905, 1906 et 1907 jusqu'au 30 septembre. M. le Ministre de la Guerre, à la demande de la section centrale, fournit les comptes de 1907 et 1908 jusqu'au 30 septembre.

9^e QUESTION.

Quel est le compte de la Caisse de remplacement pour 1907 et 1908?

RÉPONSE.

Ci-inclus le compte de l'exercice 1907 et celui de l'exercice 1908 jusqu'au 30 septembre.

Situation des capitaux, placés au 1^{er} janvier 1907 :

Dette belge, 2 1/2 p. c.	fr.	2,314,000
— 3 p. c. (1 ^{re} série)	—	3,574,800
— 3 — (2 ^e —)	—	28,453,000
— 3 — (3 ^e —)	—	4,227,700
		Fr. 35,616,500.

DÉSIGNATIONS.	Exercice 1907.	Exercice 1908 jusqu'au 30 septembre.	OBSERVATIONS.
CAPITAUX.			
Capitaux existants au 1 ^{er} janvier des années ci-contre	35,616,500 »	36,124,000 »	
Capitaux achetés (rente belge, 3 p. c.)	504,500 »	4,256,800 »	
	36,124,000 »	37,377,800 »	
COMPTE OUVERT A LA TRÉSORERIE.			
Entrées.			
Solde créditeur au 1 ^{er} janvier des années ci-contre	2,072,403 44	3,022,406 93	
Versements effectués dans les bureaux de l'enregistrement, des sommes de 200 francs et des compléments de 4,400 francs pour le remplacement des miliciens	3,566,300 »	4,860,400 »	
Intérêts des capitaux placés.	4,064,507 50	633,080 »	
Annulation des pensions ordonnées au profit des militaires rengagés qui sont décédés.	416 72	»	
Restitutions faites à la Caisse : reliquats d'avances faites au corps pour des paiements à faire aux volontaires avec primes, gratifications perçues par des agents recruteurs, pour des engagements annulés, etc.	15,453 58	14,805 »	
	6,718,480 94	5,550,391 93	
Totaux.	3,696,073 98	4,439,406 55	
Sorties (d'après le relevé ci-dessous).			
Soldes créditeurs.	3,022,406 93	4,110,985 38	
Sorties.			
Remboursements de 200 francs aux miliciens qui ne peuvent plus être assujettis au service.	933,025 »	944,400 »	
Remboursement des avances affectées par les corps à des volontaires avec prime	604,892 30	569,892 54	
Payements faits par l'administration des Postes à des volontaires avec prime et à des agents recruteurs.	4,523,845 48	4,652,492 39	
Remboursement des frais de transport des candidats volontaires avec prime	1,460 80	922 70	
Payements faits pour fournitures d'imprimés, de matériel, etc.	4,492 20	4,096 75	
Indemnités allouées aux officiers de milice (y compris les frais de route et de bureau).	54,025 »	39,750 »	
Indemnités allouées au personnel chargé de l'administration de la Caisse	17,350 »	10,975 »	
Pensions des militaires rengagés par l'entremise du Département de la Guerre.	46,432 »	32,600 »	
Remise de 1/2 p. c. faite aux comptables de l'État du chef des recettes effectuées pour compte de la Caisse	17,492 »	17,831 50	
Achats de capitaux (y compris les frais de courtage et les intérêts courus)	499,959 50	4,200,045,67	
Totaux.	3,696,073 98	4,439,406 55	

Situation des capitaux au 30 septembre 1908 :

Dette belge, 2 1/2 p. c. fr. 2,314,000

— 3 — (1^{re} série) 3,574,800

— 3 — (2^e —) 29,709,800

— 3 — (3^e —) 4,782,200

Total. fr. 37,377,800

Artillerie.

La situation de l'artillerie a soulevé différentes questions à la section centrale.

Le renouvellement de l'artillerie de campagne coûtera en tout 27,958,920 francs, sur lesquels 21,700,000 francs auront été voté (y compris les 3 millions 500,000 francs pour 1909).

La fabrication et la livraison donnent toute satisfaction, et d'après l'avis des hommes compétents, le nouveau matériel belge n'aura rien à envier à celui des nations les mieux armées.

La section centrale s'est préoccupée de la composition des batteries. Faut-il les maintenir à six pièces ou les composer de quatre pièces ? Les partisans de la batterie à quatre pièces la proclament plus souple et lui donnent des qualités manœuvrières supérieures. Il semble que cette question devrait être étudiée par les hommes compétents, le rôle de l'artillerie de campagne devenant de plus en plus important.

Aux questions posées à M. le Ministre de la Guerre, il a été répondu de la manière suivante :

QUESTION.

Que fera-t-on du vieux matériel d'artillerie ?

RÉPONSE.

Les canons et un certain nombre de caissons seront affectés aux positions fortifiées en remplacement d'un matériel moins efficace. Le restant des caissons est destiné, après transformation, aux colonnes de munitions des batteries du nouveau matériel de campagne.

QUESTION.

Quelle est la dépense totale prévue pour le renouvellement du matériel d'artillerie de campagne ?

Quand estime-t-on qu'il sera terminé ?

RÉPONSE.

Le renouvellement du matériel d'artillerie comprend trois phases :

A. — Armement de 48 batteries divisionnaires (30 actuelles, plus 18 nouvelles).

B. — Armement de 4 batteries à cheval.

C. — Armement de la 5^e division et de l'artillerie mobile des têtes de pont de la Meuse.

Du chef des littéras A et B, qui sont les seuls à envisager en ce moment, la dépense sera respectivement de fr. 21,617,764 et de fr. 1,542,660, soit au total fr. 25,160,424.

Du chef du littéra C, la dépense sera de fr. 4,298,496.

D'autre part, la confection des harnais de complément donnera lieu à une dépense de 300.000.

D'après la marche actuelle de fabrication, tant dans l'industrie privée que dans les arsenaux militaires, il est à présumer que tout le matériel de combat (bouches à feu et caissons) des 48 batteries divisionnaires sera entièrement terminé dans le courant du mois de mai prochain, bien que le délai extrême n'expire qu'en septembre.

Le délai imposé aux constructeurs pour l'achèvement du matériel des quatre batteries à cheval expirera de même le 30 septembre 1909, mais tout fait prévoir que les bouches à feu et les caissons de cette unité pourront être achevés avant cette date.

Quant au matériel d'artillerie nouveau des batteries de la 5^e division mobile et des positions fortifiées de la Meuse, il pourra être livré un an après que les crédits nécessaires auront été prévus au budget.

QUESTION.

De nouvelles unités d'artillerie n'ont-elles pas été créées ?

Les hommes nécessaires à ces nouvelles unités n'ont-ils pas été pris au détriment de la cavalerie ?

RÉPONSE.

Aucune nouvelle unité d'artillerie de campagne n'a été créée jusqu'ici.

Aucun prélèvement n'a dû être opéré sur la cavalerie en vue de donner à cette artillerie les effectifs nécessaires à sa réorganisation.

QUESTION.

Où en est l'étude de la réorganisation de l'artillerie ?

RÉPONSE.

Les batteries divisionnaires de trois régiments peuvent être considérées comme pourvues du nouveau matériel; il en sera de même très prochainement des batteries du quatrième.

En ce qui concerne le personnel nécessaire à l'artillerie réarmée et réorganisée, de légers prélèvements opérés depuis 1902 sur les autres armes, la cavalerie exceptée, assureront pour 1909 les effectifs indispensables.

QUESTION.

Où en est la réorganisation du cadre des officiers comptables de l'artillerie ?

RÉPONSE.

Dans son ensemble, le cadre des officiers comptables du matériel n'a rien à envier à celui des armes combattantes en ce qui concerne l'avancement. J'examine toutefois, à l'instar de ce que j'ai proposé pour le service de santé, s'il n'y a pas lieu de fixer globalement, par une loi, la répartition en officiers

du grade de major et subalternes de ces comptables, sans distinction du nombre dans chaque grade, qui serait déterminé par arrêté royal.

Je chercherai à établir, dans ce but, pour les officiers dont il s'agit, une péréquation des grades correspondante à celle qui est réglementée dans les armes et services.

Intendance.

La section centrale s'est émue des nombreux abus qui ont été signalés en ces derniers temps dans le service de l'intendance.

Si l'intendance a déjà une grande importance en temps de paix, on peut dire que ce service prend une place prépondérante en temps de guerre ; il doit donc être supérieurement organisé. Différentes guerres ont prouvé que la mauvaise organisation de l'intendance a causé des désastres.

A la question posée par la section centrale, M. le Ministre a répondu de la façon suivante :

4^e QUESTION.

N'y aurait-il pas lieu de créer une commission permanente de contrôle pour les achats nécessaires à l'armée : boucheries, fourrages, boulangeries, pommes de terre, charbon, etc.

RÉPONSE.

Les achats effectués pour les boucheries, les magasins de fourrages et la meunerie militaires ont lieu actuellement par adjudications publiques. La réception des denrées est faite par des commissions dont la compétence ne saurait être méconnue.

Les résultats obtenus jusqu'à ce jour sont extrêmement satisfaisants et l'ère des améliorations n'est pas encore close : le Département de la Guerre y apporte toute son activité.

Dans la situation présente, la création d'une commission permanente de contrôle serait tout au moins prématurée et il convient d'attendre que l'existence du nouveau mode de fourniture et l'ensemble des prescriptions actuelles aient sorti tous leurs effets.

L'achat direct, par les commissions de ménage, des denrées autres que le pain et la viande nécessaires aux troupes me paraît le meilleur système ; les premiers intéressés sont représentés dans les susdites commissions : le contrôle y existe donc.

Aux autres questions posées à M. le Ministre, il a été répondu de la façon suivante :

QUESTION.

Aux termes des articles 2 et 4 de l'arrêté royal du 30 janvier 1908, qui règlent l'avancement des commis et chefs de division, ces deux catégories d'agents obtiennent de deux ans en deux ans les augmentations normales de traitement.

Au contraire, les chefs et sous-chefs de bureau sont encore régis à ce

point de vue par d'anciennes dispositions qui ne permettent d'accorder les augmentations normales de traitement que de trois en trois ans.

Comment justifier cette anomalie ?

RÉPONSE.

Ainsi que je l'ai dit le 24 juillet dernier, dans l'une de mes réponses, il n'y a pas lieu d'amener les chefs et sous-chefs de bureau au traitement maximum de leur grade après quatre années de service dans ce grade — au lieu de 6 actuellement — alors que les chefs de division (fonctionnaires supérieurs) et les commis atteignent ce maximum respectivement après 6 et 16 années de service seulement. Ces fonctionnaires ont, du reste, bénéficié de places créées depuis mai 1907, soit une place de chef de division, trois places de chef de bureau, ce qui a amené 4 nominations de sous-chef de bureau.

Observation : En posant la question ci-dessus, il n'entraîne nullement dans nos intentions que les chefs et sous-chefs de bureau obtiennent le maximum de traitement au bout de quatre années de service dans leur grade au lieu de six années actuellement, mais bien que l'augmentation totale de traitement se divise par périodes de deux années, comme pour les commis et les chefs de division.

Cette demande est tout à fait équitable.

QUESTION.

Le Ministre de la Guerre ne compte-t-il pas aménager les casernes de Louvain qui sont en très mauvais état ?

RÉPONSE.

La caserne d'infanterie de Louvain est dans un état satisfaisant ; elle comprend les locaux réglementaires. Des travaux d'entretien et de petites améliorations, seuls nécessaires, y sont exécutées sur les crédits correspondants du budget.

La reconstruction des casernes d'artillerie est décidée en principe ; elle se fera ultérieurement, après d'autres travaux plus urgents.

QUESTION.

Comment se fait-il qu'un magasin de fourrage à Gand doive coûter 275,000 francs ?

Ce prix semble exagéré.

RÉPONSE.

Dans ce prix est prévu l'achat du terrain dont l'acquisition doit se poursuivre par voie d'expropriation.

Pour le surplus, l'estimation a été faite en prenant comme base le coût d'autres magasins de l'espèce et en tenant compte proportionnellement du nombre de rations à emmagasiner selon les effectifs en chevaux de la garnison.

Le magasin de Bruges, économiquement construit, a coûté, terrain non compris, 224,702 francs. Il doit alimenter 700 chevaux, alors que celui de Gand devra pourvoir à la nourriture de 1,200 montures.

Ainsi que je l'ai prescrit, l'on procédera avec la plus stricte économie à l'exécution de tous les travaux.

QUESTION.

La ville de Charleroi serait-elle forcée de fournir un champ de manœuvre pour obtenir de la cavalerie dans les casernes construites à cet effet ?

RÉPONSE.

Sans préjuger de l'époque à laquelle la cavalerie pourrait être placée en garnison à Charleroi, la ville, de par le décret du 15 octobre 1840, serait obligée, au préalable, de fournir un champ de manœuvre.

QUESTION.

N'y a-t-il pas lieu de réduire les honneurs militaires rendus, en cas de décès, aux décorés de l'Ordre de Léopold ?

RÉPONSE.

Le nouveau règlement sur le service de garnison, actuellement à l'impression et qui sera mis en usage sous peu, est entré largement dans cette voie.

QUESTION.

Où en est l'étude de la question de la caisse des veuves des officiers et sous-officiers de l'armée ?

RÉPONSE.

La Commission chargée de l'étude de cette question a pu dresser, après de longues recherches, la table de mortalité spéciale aux officiers et celle de leurs femmes. Ces tables servent de base au calcul du tarif des rentes de survie à accorder aux veuves. Ce dernier calcul est sur le point d'être terminé.

Les lois de mortalité, spéciales aux militaires mariés des grades inférieurs, seront terminées à bref délai. La Commission fixera ensuite les bases de la caisse des veuves de ces militaires.

QUESTION.

*Le Gouvernement ne pourrait-il donner le détail de la somme dépensée jusqu'à ce jour pour l'armement de l'artillerie de la carabine Mauser ?
L'armement est-il au complet ?*

RÉPONSE.

Les crédits alloués et dépensés jusqu'à ce jour, en vue de doter les troupes

d'artillerie de forteresse et les compagnies spéciales de l'artillerie d'une carabine à répétition système Mauser, sont énumérées ci-après :

Budget de 1906	fr.	300,000.00
— 1907	»	350,000.00
— 1908	»	250,000.00
Soit au total		fr. 900,000.00

Au moyen de ces crédits il a été fabriqué dans l'industrie privée ou dans les ateliers militaires :

En 1906	4,050	carabines.
— 1907	5,150	—
— 1908	3,563	—

Soit au total 12,763 carabines, à valoir sur les 20,000 nécessaires (en chiffre rond).

QUESTION.

Les commis attachés à l'Administration de la Guerre jouissent de traitements déterminés comme suit :

Commis de l'Administration centrale : 1,600 à 3,200 francs.

Commis du service du couchage et du magasin central d'habillement : 1,400 à 2,400 francs.

Rien ne justifie une telle différence d'appointements entre des employés du même grade et recrutés dans le même milieu (officiers de réserve et anciens sous-officiers).

Les besoins sont les mêmes pour tous. La cherté actuelle de tous les objets et matières d'un usage journalier dans un ménage, ne peut-elle être prise en considération pour justifier, s'il est nécessaire, une mesure toute d'équité et de justice?

M. le Ministre de la Guerre a compris les besoins plus grands de ses fonctionnaires et employés de l'administration centrale et leur a accordé, cette année, une réorganisation améliorant leur sort. Pourquoi ne pas étendre ces mesures aux employés du service du couchage et du magasin central d'habillement?

RÉPONSE.

On ne peut assimiler les commis du service du couchage et du magasin central d'habillement à ceux de l'Administration centrale.

Les premiers n'ont que des fonctions de surveillance ou de comptabilité très simple ; les derniers exercent des fonctions plus importantes et exigeant généralement des connaissances plus étendues.

Toutefois, j'étudie l'opportunité de relever dans une certaine mesure le minimum et le maximum du traitement des premiers.

QUESTION.

Extrait des procès-verbaux de la Commission mixte 1900-1901.

Page 424 « Le Gouvernement prendra des mesures :

1°

2°

3° « Pour créer des cadres suffisants d'officiers de réserve ». Adopté à l'unanimité.

Page 265. « Ce serait une utopie de penser qu'un pays pourrait entretenir normalement le cadre complet nécessaire pour les effectifs de guerre. Partout on fait appel à des officiers de réserve. En cas de mobilisation, certains officiers des unités actives en Allemagne passent dans les unités de seconde ligne ou dans celles de forteresse ; ils sont remplacés dans leurs unités actives par des officiers de réserve, ceux-ci forment de plus, la majeure partie des cadres subalternes des troupes non actives.

D'après les derniers annuaires, il y a en Allemagne environ 13,000 officiers de réserve ; en France il y en a plus de 10,000. Avec notre projet, il en faudrait en Belgique 1,000 à 1,200 ; ce chiffre n'a donc rien d'exagéré. Pour que cette institution donne des résultats satisfaisants, il suffirait d'imiter ce qu'on fait ailleurs. Nous avons indiqué les éléments dont on pourrait tirer profit ; il conviendrait nécessairement d'assurer à ces officiers certains avantages, comme on le fait dans les autres pays, notamment :

1° Une indemnité d'équipement ;

2° La solde et les allocations afférentes à leur grade en cas de rappel ;

3° La réduction de 50 p. c. accordée aux officiers sur les chemins de fer de l'État.

Le 1° et le 2° ont été octroyés par le Département de la Guerre. Le 3°, demandé aux chemins de fer, a été refusé.

Le Département de la Guerre n'estime-t-il pas qu'il serait utile et équitable de revenir sur cette décision et d'intervenir à nouveau auprès du Département des Chemins de fer ? Il y a intérêt, en effet, au point de vue de la défense nationale, à compléter le cadre notoirement insuffisant de nos officiers de réserve. Des mesures dans ce sens paraissent d'autant plus utiles qu'en cas de mobilisation il y aurait lieu de remplacer les officiers en service au Congo.

A cet égard, un problème mérite d'attirer l'attention. Il peut se formuler ainsi : assurer à l'armée belge le nombre d'officiers exigé par les tableaux de mobilisation, avoir ces officiers sous la main en Belgique et assurer en même temps à l'armée coloniale le nombre d'officiers nécessaire.

Ce problème a fait l'objet d'une intéressante étude du commandant Roget, publiée dans le Bulletin de la Société d'études coloniales de novembre 1908.

RÉPONSE.

Outre les avantages signalés par la section centrale, le Département de la Guerre, pénétré de la nécessité d'un cadre suffisant d'officiers de réserve, a continué à leur octroyer diverses faveurs : l'admission de leurs fils à l'école des cadets, l'octroi des soins médicaux, l'admission dans les hôpitaux militaires, au même titre que les officiers en activité, l'obtention de l'Ordre de Léopold.

L'étude des mesures à prendre pour doter la colonie du nombre d'officiers nécessaire et assurer en même temps à l'armée mobilisée son complet sous

ce rapport, fait l'objet d'échanges de vue entre les Départements intéressés

Le Département des Chemins de fer a été sollicité déjà en vue d'octroyer aux officiers de réserve la réduction de 50 p. c. sur les chemins de fer de l'État.

J'insiste à nouveau auprès de ce Département en lui faisant part du vœu émis par la section centrale.

L'ensemble du Budget de la Guerre est adopté en section centrale par 4 voix contre 3.

Le Rapporteur,
MAURICE PIRMEZ.

Le Président,
NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 FEBRUARI 1909.

Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1909 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER PIRMEZ.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor het Ministerie van Oorlog bedraagt fr. 58,172,505.63, zijnde fr. 1,055,531.15 meer dan dit voor 1908.

De gewone uitgaven zijn vermeerderd met fr. 170,731.15.

De uitzonderlijke uitgaven zijn toegenomen met 884,800 frank.

Onder de vermeerderde gewone uitgaven treffen wij aan :

1^o Eene som van 29,000 frank voor de jaarwedde, bijwedden en verschillende vergoedingen, te verleenen aan de officieren der reserve, die tijdens de schiet- of legeroefeningen heropgeroepen worden.

Dit schijnt een allerbeste maatregel om de reserve-officieren in staat te stellen de diensten te bewijzen, die men van hen verwacht.

2^o Eene som van 60,000 frank, bestemd om aan de menagefondsen der korpsen tegemoetkomingen te verleenen, ten einde verfrissende dranken of eene extra-voeding te verschaffen aan de onderofficieren en de soldaten tijdens de schietoefeningen, de legeroefeningen en onder andere bijzondere omstandigheden.

Uit dien maatregel blijkt de bezorgdheid van den heer Minister van Oorlog voor het welzijn der troepen.

Onder de uitzonderlijke uitgaven merken wij op :

1^o Eene som van 2,360,000 frank, hetzij 350,000 frank meer dan in 1908, tot verbetering van de kazerneering;

2^o Eene som van 3,500,000 frank, hetzij 300,000 frank meer dan in 1908, voor de bewapening der veldartillerie ;

(1) Begrooting, n^o 4^r.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Nerinx, voorzitter, Verheyen, Monville, Hymans, Pirmez, de Sadeleer en de Broqueville.

5^o Eene som van 50,000 frank voor de inrichting der ziekentreinen. Er dient te worden opgemerkt dat drie kredieten van 50,000 frank voor hetzelfde doel aangevraagd werden in 1906, 1907 en 1908. In de inleidingsnota der Begrooting voor 1908 werd bevestigd dat het aangevraagde krediet het laatste zijn zou. Welnu, de inleidingsnota der Begrooting voor 1909 geeft de redenen niet op, waarom, dit zoo zijnde, een nieuw krediet wordt aangevraagd.

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

De 1^{ste} Afdeeling verwerpt de Begrooting met 10 stemmen tegen 6.

In deze Afdeeling vraagt een lid wat er gedaan wordt met het oud artilleriematerieel.

Een ander lid vraagt wanneer men de cavalerie zal vestigen te Charleroi.

In de 2^{de} Afdeeling wordt de Begrooting verworpen met 10 stemmen tegen 7 en 2 onthoudingen.

Het verslag vermeldt geene opmerking hoëgenaamd.

In de 3^{de} Afdeeling wordt de Begrooting verworpen met 11 stemmen tegen 10.

Een lid teekent protest aan tegen de strengheid die men aan den dag legt bij het aannemen van vrijwilligers.

Een lid meent dat de aangevraagde som (275,000 frank) voor het opbouwen van een voedermagazijn te Gent overdreven is.

Een lid wijst op de verbetering der kazerneering te Leuven.

In de 4^{de} Afdeeling wordt de Begrooting aangenomen; het verslag vermeldt slechts de stemmen tegen, hetzij 4.

Geene opmerking hoëgenaamd werd gemaakt.

In de 5^{de} Afdeeling wordt de Begrooting aangenomen met 8 stemmen tegen 4.

Een lid acht dat de militaire uitgaven overdreven zijn en laakt de, volgens hem, talrijke misbruiken in den dienst der intendantie.

In de 6^{de} Afdeeling wordt de Begrooting met 12 stemmen tegen 5 en 2 onthoudingen aangenomen.

Het verslag meldt geene opmerking hoëgenaamd.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

De Middenafdeeling beslist, het vraagstuk van de werving der militie niet te behandelen, daar een bijzonder debat daarover zal worden gevoerd.

Militaire uitgaven.

Onderstaande tabel duidt het bedrag aan van de Begrooting van Oorlog sedert 1900, hetzij gedurende tien dienstjaren :

Jaren.	Gewone uitgaven.	Uitzonderlijke uitgaven.	Totaal.
1900 . .	48,750,943.75	4,320,552.72	53,071,476.47
1901 . .	49,205,370.72	6,153,948.00	55,359,318.72
1902 . .	49,205,370.72	7,067,666.25	56,273,036.97
1903 . .	49,915,415.72	5,593,296.61	55,508,712.33
1904 . .	49,997,883.60	5,802,860.00	55,800,743.60
1905 . .	50,063,508.49	4,587,100.00	54,650,608.49
1906 . .	50,120,883.49	10,215,880.00	60,336,763.49
1907 . .	50,399,609.49	13,521,000.00	63,920,609.49
1908 . .	50,551,274.48	6,665,700.00	57,216,974.48
1909 . .	50,722,003.63	7,450,500.00	58,172,503.63

Uit deze tabel blijkt, dat de gewone uitgaven regelmatig aangroeien; dat is het gevolg van de verbeteringen die voortdurend worden gebracht in den toestand van de officieren en van de troepen.

De uitzonderlijke uitgaven verschillen van jaar tot jaar. De groote uitgaven spruiten grootendeels voort uit de verbetering der kazerneering en de vernieuwing van het materieel voor de artillerie. Deze uitgaven zullen altijd aanzienlijk zijn; men moet immers op de hoogte van den vooruitgang blijven en de bewapening wordt langsom volmaakter. Zijn motorrijtuigen, bestuurbare luchtballons en vliegmachines geen machtige hulpmiddelen geworden voor een leger? En is het bijgevolg niet noodig groote kosten te doen voor die verscheidene nieuwigheden?

Bovenstaande tabel duidt aan dat het gemiddeld bedrag van de Begrootingen van Oorlog sedert tien jaar beloopt fr. 57,005,447.67

Doch de uitgaven van de Begroting van Oorlog zijn niet de eenige die het leger betreffen. Uitgaven voor het leger komen ook op andere Begrootingen voor.

Op de Begroting van 's Lands Schuld is als vergelding aan de miliciens uitgetrokken eene som van fr. 14,031,000.00

Voor militaire pensioenen komt op dezelfde Begroting van 's Lands Schuld voor, eene som van fr. 5,540,000.00

Voor de burgerlijke pensioenen bij het Departement van Oorlog. 110,000.00

Voor de pensioenen aan geestelijken bij het Departement van Oorlog 12,000.00

De Begroting van Justitie vermeldt voor militaire justitie 158,500.00

Het gemiddeld bedrag der sommen, gedurende de laatste tien jaren, op de Buitengewone Begroting uitgetrokken, beloopt 1,785,279.00

De Begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor order vermelden verscheidene verliezen betreffende het leger. Op de verscheidene vragen, dienaangaande gericht tot den heer Minister van Oorlog, werd door dezen geantwoord als volgt :

VRAAG.

De Middenafdeeling verlangt uitlegging over de posten betreffende het leger, die zijn uitgetrokken op de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor order.

1. ART. 27. — *Fonds voor plaatsvervangings door het Departement van Oorlog fr. 4,000,000*

ANTWOORD.

Dat is de som die jaarlijks noodig is om in de werking van het fonds voor plaatsvervangings te voorzien. Zij begrijpt de gelden die te ontvangen of te betalen zijn voor rekening van dit fonds, waarvan de voorraad veel aanzienlijker is en ten aanzien van welke de Staat optreedt als kassier.

2. ART. 34. — *Fonds ter aanmoediging van den krijgsmidde. fr. 12,000*

Dat zijn de interesten van een nominaal kapitaal, werkelijk 400,000 frank bedragende (ingeschreven op het Grootboek van 's Lands Schuld) en nagelaten door den voormaligen « Algemeenen Bond ter aanmoediging van den krijgsmidde »; krachtens een gerechtelijk bevel werd het aan het Departement van Oorlog toevertrouwd, met last het aan te wenden tot hulpverlening aan gebrekkig geworden militairen.

3. ART. 48. — *Bijzonder fonds der reserve-vrijwilligers . fr. 150,000*

Deze post duidt de som aan die de Schatkist jaarlijks noodig heeft om te voorzien in de loopende diensten van het Bijzonder Fonds der reserve-vrijwilligers, tot stand gebracht door de wet van 26 Augustus 1903, houdende de Begrooting van 's Lands Schuld voor het dienstjaar 1903.

4. ART. 112. — *Dienst der artilleriewerkplaatsen . . . fr. 500,000*

De artilleriewerkplaatsen belasten zich, voor diensten vreemd aan het wapen, met werken en leveringen, zooals het herstellen van de regimentswagens of van de proviandwagens, het leveren van wapens of voorraad aan de artillerie der burgerwacht, aan onze kolonie, aan de zeemacht, aan de veldwachters, alsmede het vervaardigen van ziekenwagens voor het Roode Kruis, enz.

Deze verschillende diensten storten het bedrag dier werken en leveringen in de Schatkist, welk bedrag uitsluitend bestemd is voor het beleggingsfonds bedoeld bij artikel 112.

De dienst der artilleriewerkplaatsen trekt uit dat fonds even groote sommen.

5. ART. 113. — *Militair Landkaartinstituut fr. 50,000*

Het bijzonder fonds, in stand gehouden door de opbrengst van kaarten, werken en leveringen waarmee het Instituut zich belast voor rekening van openbare besturen, behoort tot de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor order. (Zie koninklijk besluit van 8 Mei 1879.)

Uit hetzelfde fonds worden aan het Instituut betaald de uitgaven wegens aankoop van papier, verven en andere stoffen, noodig voor het afdrucken der kaarten.

6. ART. 114. — *Dienst der centrale apotheek van het leger.* fr. 75,000

De centrale apotheek van het leger en de apotheken der militaire hospitalen zijn gemachtigd om aan verscheidene besturen (Staatsspoorwegen, gevangenhuizen, 's Rijks vecartsenijschool) geneesmiddelen te leveren, die betaald worden door middel van geldstortingen in de Schatkist van wege de besturen waaraan ze werden geleverd. (Onderrichting n^o 3159 van het Beheer der Thesaurie en der Staatsschuld.)

Aldus ingericht, staat dit bijzonder fonds ter beschikking van het Departement van Oorlog voor de behoeften van den artsenijskundigen dienst van het leger.

7. ART. 115. — *Dienst der bijzondere paardenremonte voor de officieren.* fr. 200,000

De officieren mogen hunne paarden kiezen uit deze der troepen; zij storten de waarde ervan in de Schatkist, hetzij in eenmaal, hetzij in opeenvolgende stortingen.

Deze sommen worden gestort in het beleggingsfonds, dat heet: « Bijzondere paardenremonte voor de officieren. »

Uit ditzelfde fonds wordt door de korpsen betaald de prijs der paarden die zij aankopen om de afgestane paarden te vervangen.

Een voorschot van 200,000 frank wordt gevraagd aan de Schatkist; tot die vervanging wordt immers overgegaan vóór de vereffening der bijzondere rekeningen, daar het meerendeel der officieren liever in verschillende stortingen betalen:

8. ART. 116. — *Militaire school. Kostgeld der leerlingen.*

Het fonds van 100,000 frank: « Kostgeld der leerlingen van de Militaire school » bestaat uit de geldstortingen der ouders voor het onderhoud der leerlingen.

De volgende uitgaven, door de Begroting van Oorlog niet voorzien, worden daarop uitgetrokken: voeding, onderhoudskosten en soldij der leerlingen.

9. ART. 122. — *Bijzonder en tijdelijk fonds ingesteld, krachtens artikel 6 der wet van 30 Maart 1906, voor de werken van versterking van het nieuw verdedigingsstelsel van Antwerpen.*

Littera A fr. 46,640,000

ART. 123. — *Bijzonder fonds, enz.*

Littera B fr. 18,033,000

Het bijzonder fonds, waarvan sprake in de artikelen 122 en 123, wordt in stand gehouden :

1. Door lichtingen op een buitengewoon krediet van 48 miljoen frank, opengesteld door de wet van 30 Maart 1906 en vermeerderd met 1,673,000 frank door de wet van 18 Augustus 1907, die het aldus bracht op 49,673,000 frank ;

2. Door de opbrengst der vervreemding van militaire gronden, die beschikbaar zijn geworden te Antwerpen en Dendermonde en zijn geraamd op 15,000,000 frank. Tot bedrag van dergelijke som zouden aan het bijzonder fonds voorschotten worden gedaan door het fonds voor plaatsvervanging, hetzij te zamen, voor 1^o en 2^o fr. 64,673,000

Van deze som zijn 46,640,000 frank bestemd voor de werken der uiterste linie (littera A);

En 18,033,000 frank voor de werken der tweede verdedigingslinie (littera B).

Dit bijzonder fonds komt voor op de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor order naar luid van artikel 24 der wet op 's Rijks comptabiliteit. Ieder jaar geeft de Regcering aan de Kamer rekening van het gebruik dier gelden. (Zie bladzijden 5 en 6 der Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor order, van het dienstjaar 1909.)

Uit de bovenstaande mededeelingen kan men opmaken welke opofferingen het land zich getroost voor het leger. .

Berekening van jaarwedden, soldij, enz.

In de bijlagen van de toelichting der Begrooting van Oorlog is vermeld hoe elke staf en hoe de legerkorpsen zijn samengesteld.

Het aangevraagd krediet is berekend naar de gezamenlijke sterkte, in bedoelde bijlagen aangegeven (bladz. 73).

Dienaangaande werd de volgende vraag tot den heer Minister gericht :

VRAAG.

Het bedrag der Begrooting van Oorlog berust op een organieke sterkte van 43,061 man, met feitelijke aanwezigheid van elk man gedurende 365 dagen. Welnu, het staat vast dat, gedurende een groot gedeelte van het jaar, bedoelde sterkte op verre na niet bereikt wordt uit hoofde van de verschillende verlofgangers, verlofgangers voor enkele dagen, enz. Dus moet er nog overschot bestaan; waar is het overgebracht ?

ANTWOORD.

Onder de 43,061 manschappen zijn begrepen 1,800 burgerlijke bedienden die met de militairen zijn gelijkgesteld, en 209 burgerlijke bedienden gehecht aan den dienst der artillerie en der genie; het aandeel der troepen in dit totaal bedraagt slechts 41,052 manschappen. Naar dit laatste cijfer worden de vereischte kredieten berekend, namelijk wat betreft soldij, brood en vleesch: *van die kredieten zijn een zeker getal dagen voor verlof en verblijf in het hospitaal afgerekend* (zie art. 10 tot 14 der bijlagen en art. 24).

Het batig slot der Begrooting komt dus voort niet van langere of kortere verloven, maar van het tekort der vredessterkte.

Zooals ik op 8 December laatstleden zegde in mijn antwoord op eene vraag van den heer Bertrand, is het aan dit overschot te danken dat men tot nog toe, bij de artikelen 10 tot 14 en 24, geen verhooging heeft moeten aanvragen wegens ontoereikende kredieten.

Zoo zal de toenemende prijsverhooging van eet- en voederwaren, in 1908, de uitgaven doen vermeederen met ongeveer 1,100,000 frank voor brood en vleesch, en met 323,000 frank voor voeder.

Daar de economische oorzaken van dien toestand kunnen verdwijnen of verminderen, heeft men, vooralsnu, de daarmee in verband staande artikelen der Begrooting niet gewijzigd.

Aanmerking : Het is jammer dat de cijfers, die werden geleverd betreffende de opsomming der sterkte, niet nauwkeurig zijn. Moet men een hooger krediet aanvragen uit hoofde van de toenemende prijsverhoging van eetwaren en voeder, dan ware het beter het aan te vragen en de wezenlijke sterkte aan te geven.

Dan ware de toestand duidelijk.

Hier volgt het bedrag der sterkte volgens de Begrootingen sedert 1904 :

1904.		43,034	manschappen.
1905.		43,064	—
1906.		43,064	—
1907.		43,063	—
1908.		43,053	—
1909.		43,061	—

Hadde men het echte cijfer der vredessterkte medegedeeld, dan had de Kamer over den toestand van het leger kunnen oordeelen en, bij voorkomend geval, de maatregelen nemen, welke die toestand mocht vereischen.

Het is dus te wenschen dat de Begrooting voortaan den waren toestand zou opgeven.

Fonds voor plaatsvervang.

Verscheidene leden der Middenafdeeling verlangen dat de rekeningen van het fonds voor plaatsvervang regelmatig aan de Kamer zouden voorgelegd worden.

Geene wet hoegenaamd eischt het nederleggen dier rekening op een bepaalden tijd; doch de heer Minister stelt ze ter hand, telkens als zulks wordt gevraagd.

Zoo wordt in het verslag der Begrooting van Oorlog voor 1908 de rekening opgenomen voor de dienstjaren 1904, 1905, 1906 en 1907 tot 30 September.

Op aanvraag der Middenafdeeling, deelt de heer Minister van Oorlog de rekeningen mee voor 1907 en 1908 tot 30 September.

9^{de} VRAAG.

Welke is de rekening van het fonds voor plaatsvervang voor 1907 en 1908?

ANTWOORD.

Hierbij de rekening voor het dienstjaar 1907, alsmede de rekening voor het dienstjaar 1908 tot 30 September.

Toestand der belegde kapitalen, op 1 Januari 1907.

Belgische schuld, 2 1/2 t. h. fr.		2,311,000
—	3 t. h. (1 ^e reeks) . . .	3,374,800
—	3 — (2 ^e —) . . .	28,433,000
—	3 — (3 ^e —) . . .	4,227,700
		Fr. 35,616,500.

AANWIJZING.		Dienstjaar 1907.	Dienstjaar 1908 tot 30 September.	AANMERKINGEN.
KAPITALEN.				
Kapitalen bestaande op 1 Januari van de hiernevens opgegeven jaren		35,616,500 »	36,121,000 »	<i>Toestand der belegde kapitalen, op 30 September 1908.</i> Belgische schuld : 2 1/2 t. h. fr. 2,311,000 3 t. h. (1 ^e reeks) 3,374,800 3 — (2 ^e —) 28,709,800 3 — (3 ^e —) 4,782,200 Te zamen. . fr. 37,377,800
Aangekochte kapitalen (Belgische rente, 3 t. h.)		504,500 »	1,256,800 »	
OPEN REKENING TER THESAURIE.				
Inkomsten.				
Batig saldo op 1 Januari van de hiernevens vermelde jaren		36,121,000 »	37,377,800 »	
Stortingen, ter registratiekantoren, van de sommen van 200 frank en de sommen tot aanvulling van 1,400 frank voor de plaatsvervanging der miliciens		2,072,403 11	3,022,406 93	
Interessen van de belegde kapitalen		3,566,300 »	1,860,400 »	
Vernietiging van pensioenen toegekend aan militairen die zich tot eene nieuwe dienstneming hebben verbonden en overleden zijn		4,064,507 50	653,080 »	
Teruggaven aan het Fonds : overschotten van voorschotten, aan de korpsen gedaan om betalingen uit te keeren aan vrijwilligers met premie, extra-toelagen ontvangen door aanwervers, voor vernietigde dienstneming met premie		446 72	»	
Te zamen. fr.		15,453 58	44,805 »	
Uitgaven (volgens opgave hieronder). fr.		6,718,480 91	5,550,391 93	
Batig saldo. fr.		3,696,073 98	4,439,406 55	
Uitgaven.		3,022,406 93	1,110,985 38	
Terugbetaling van 200 frank aan de miliciens die aan den dienst niet meer onderworpen kunnen worden		933,025 »	914,400 »	
Terugbetaling van de voorschotten door de korpsen aan vrijwilligers met premie		604,892 30	569,592 54	
Betalingen door de Posterijen gedaan aan vrijwilligers met premie en aan aanwervers		1,523,845 48	1,652,192 39	
Terugbetaling van de vervoerkosten der kandidaten-vrijwilligers met premie		1,160 50	922 70	
Betalingen gedaan voor levering van drukwerk, materieel, enz.		4,192 20	1,096 75	
Vergoedingen aan militie-officieren (daarin begrepen reis- en kantoorkosten)		54,025 »	39,750 »	
Pensioenen voor militairen die bijgetekend hebben door het toedoen van het Departement van Oorlog.		17,350 »	10,975 »	
Betaling van 1/2 t. h. aan 's Rijks rekenplichtigen, voor de inningen die zij doen voor rekening van het Fonds		46,432 »	32,600 »	
Aankoop van kapitalen (daarin begrepen het makelaarsloon en de vervallen interesten).		17,192 »	17,831 50	
Te zamen. fr.		499,959 50	1,200,045 67	
Te zamen. fr.		3,696,073 98	4,439,406 55	

Artillerie.

Betreffende den toestand der artillerie werden in de Middenafdeeling verscheidene vragen in 't midden gebracht.

De vernieuwing der veldartillerie zal in 't geheel 27,958,920 frank kosten, waarvan 21,700,000 frank zullen toegestaan zijn (daarin begrepen 5,500,000 frank voor 1909).

Vervaardiging en levering zijn hoogst bevredigend; naar het oordeel van bevoegde mannen, zal het nieuw Belgisch materieel met dat van de best gewapende natiën gelijkstaan.

De Middenafdeeling hield zich bezig met de samenstelling der batterijen. Moeten zij blijven bestaan uit zes stukken of moet men ze inrichten met vier stukken? De voorstanders der batterij met vier stukken achten ze gemakkelijker en practischer bij de legeroefeningen. De Middenafdeeling is van meening dat die zaak door bevoegde mannen zou moeten bestudeerd worden, daar de rol der veldartillerie langsom belangrijker wordt.

Op de vragen, gericht tot den heer Minister van Oorlog, werd geantwoord als volgt :

VRAAG.

Wat zal men doen met het oud artilleriematerieel ?

ANTWOORD.

De kanonnen en een zeker aantal kruitwagens zijn voor de versterkte plaatsen bestemd ter vervanging van minder doelmatig materieel. De overige kruitwagens zullen, na vervorming, bestemd zijn voor de munitiecolonnes bij de batterijen van het nieuw veldmaterieel.

VRAAG.

Welk is het geheel bedrag der uitgave, die is voorzien voor het vernieuwen van het materieel der veldartillerie ?

Wanneer, denkt men, zal dit materieel gereed zijn ?

ANTWOORD.

De vernieuwing van het materieel der artillerie bevat drie perioden :

A. — Bewapening van 48 divisie-batterijen (30 reeds bestaande en 18 nieuwe).

B. — Bewapening van 4 bereden batterijen.

C. — Bewapening van de 5^e afdeeling en van de mobiele artillerie der bruggehoofden van de Maas.

Voor littera's A en B, die vooralsnog alleen in aanmerking moeten genomen worden, zal de uitgave bedragen 21,617,764 frank voor de eerste en 1,542,660 voor de tweede, te zamen : 23,160,424 frank.

Voor littera C zal de uitgave 4,298,496 frank bedragen.

Anderdeels, zal het vervaardigen van aanvullende paardentuig eene uitgave van 500,000 frank medebrengen.

Naar den huidige gang der fabricceering, zoowel in de private nijverheid als in de arsenalen van het leger, mag men onderstellen dat het oorlogsmaterieel (geschut en kruitwagens) der 48 divisie-batterijen gansch zal afge maakt zijn in den loop der aanstaande maand Mei, alhoewel de uiterste termijn slechts met September vervalt.

De termijn, aan de fabrikanten opgelegd voor het opmaken van het materieel der vier bereden batterijen, vervalt ook op 30 September 1909, maar alles laat voorzien dat het geschut en de kruitwagens van die eenheid vóór dien datum zullen gereed zijn.

Wat betreft het nieuw artilleriematerieel der batterijen van de 5^{de} mobiele afdeeling en der versterkte plaatsen aan de Maas, dit zal kunnen geleverd worden een jaar nadat de noodige kredieten op de Begrooting zullen uitgetrokken zijn.

VRAAG.

Werden er nieuwe artillerie-eenheden tot stand gebracht?

Werden de manschappen, voor die nieuwe eenheden vereischt, niet aan de cavalerie onttrokken?

ANTWOORD.

Tot nog toe werd hoegenaamd geene nieuwe eenheid van veldartillerie ingericht.

Bijgevolg werden er geene manschappen aan de cavalerie onttrokken om aan dusdanige eenheid de sterkte te verschaffen, die hare inrichting vereischen zou.

VRAAG.

Hoe staat het met de studie betreffende de herinrichting der artillerie?

ANTWOORD.

Men mag aannemen dat de divisie-batterijen van drie regimenten reeds voorzien zijn van het nieuw materieel; eerlang zal dit ook voor het vierde zoo zijn.

Wat aangaat het getal manschappen vereischt voor de herbewapende en heringerichte artillerie, het gering getal manschappen, sedert 1902 uit andere troepen genomen, ter uitzondering van de cavalerie, zal voldoende zijn om de onontbeerlijke sterkte te verkrijgen.

VRAAG.

Hoe staat het met de herinrichting van het kader der officieren-rekenplichtigen bij de artillerie?

ANTWOORD.

In zijn geheel heeft het kader der officieren-rekenplichtigen voor het materieel niets te benijden aan dit bij de andere wapens, wat de bevordering

betreft. Nochtans onderzoek ik, zooals ik het ook voor den gezondheidsdienst voorstelde, of het niet raadzaam ware, die officieren-rekenplichtigen door eene wet in te deelen in twee klassen : die met den graad van majoor en de lagere officieren, zonder onderscheid tusschen het getal van elken graad, dat bij koninklijk besluit zou worden bepaald.

Te dien einde zal ik voor die officieren eene gelijke indeeling van graden trachten in te voeren, overeenstemmende met deze die bij andere wapens en diensten van kracht is.

Intendantie.

De Middenafdeeling was getroffen door de talrijke misbruiken die sedert eenigen tijd in den dienst der intendantie werden aangeklaagd.

Zoo de intendantie reeds van groot belang is in vreedstijd, mag men zeggen dat deze dienst eene overwegende plaats bekleedt in tijd van oorlog; bijgevolg moet hij voortreffelijk ingericht zijn. Uit verscheidene oorlogen is gebleken dat de slechte inrichting der intendantie rampen veroorzaakte.

Op de vraag der Middenafdeeling werd door den heer Minister geantwoord als volgt :

VRAAG.

Ware het niet raadzaam, eene bestendige toezichtscommissie in te stellen voor de noodige aankopen van het leger : vleesch, voeder, brood, aardappelen, kolen, enz.?

ANTWOORD.

Tot de aankopen voor de slachthuizen, de voedermagazijnen en de maal-inrichting van het leger wordt thans overgegaan door middel van openbare aanbesteding. De eetwaren worden gekeurd door commissiën waarvan de bevoegdheid onloochenbaar is.

De tot nog toe verkregen uitkomsten zijn hoogst bevredigend, en er zullen nog verbeteringen ingevoerd worden : het Departement van Oorlog houdt zich druk bezig met die zaak.

In den huidige toestand ware het ten minste voorbarig eene bestendige toezichtscommissie in te stellen; het is beter te wachten tot de gevolgen van het nieuwe stelsel van levering en die van al de bestande voorschriften volkomen gekend zijn.

De rechtstreeksche aankoop van alle eetwaren, buiten brood en vleesch, door de menagecommissiën, schijnt ons het beste stelsel; de voornaamste belanghebbenden zijn in drie commissiën vertegenwoordigd : dus bestaat er toezicht.

Op de andere vragen, tot den heer Minister gericht, werd geantwoord als volgt :

VRAAG.

Naar luid van de artikelen 2 en 4 van het koninklijk besluit van 30 Januari 1908, waarbij de bevordering van klerken en afdeelingsoversten geregeld

wordt, bekomen de ambtenaren dier twee klassen, om de twee jaar, eene regelmatige verhooging van jaarwedde.

Integendeel, op de bureeloversten en bureel-onderoversten zijn nog altijd van toepassing oude bepalingen krachtens welke zij slechts om de drie jaar de gewone verhooging van wedde kunnen bekomen.

Hoe kan men deze ongelijke behandeling rechtvaardigen?

ANTWOORD.

Zooals ik, in een mijner antwoorden, den 24ⁿ Juli jongstleden verklaarde, bestaat er geen reden om aan de bureeloversten en bureel-onderoversten de maximum-wedde van hunnen graad te verleenen na slechts vier jaren dienst in dien graad, in plaats van zes, zooals nu; immers, de afdeelingsoversten (hoogere ambtenaren) en de klerken bekomen slechts dit maximum, de eerste na zes en de tweede na zestien jaren dienst. Overigens, die ambtenaren werden bevoorreed door de nieuwe betrekkingen, sedert Mei 1907 tot stand gebracht, namelijk eene plaats van afdeelingsoverste, drie plaatsen van bureeloverste; dit had voor gevolg dat er vier bureel-onderoversten werden benoemd.

Aanmerking : Toen wij hierbovenstaande vraag stelden, lag het hoegenaamd in ons inzicht niet, voor de bureeloversten en bureel-onderoversten de maximum-jaarwedde te bekomen na vier jaren dienst in hunnen graad, in plaats van zes, zooals nu; wij wenschten enkel dat de globale verhooging van hunne jaarwedde om de twee jaar zou worden verleend, zooals het voor klerken en afdeelingsoversten het geval is.

Dat is een zeer billijk verzoek.

VRAAG.

Is de heer Minister van Oorlog niet voornemens de kazernen van Leuven, die in slechten staat verkeereren, beter in te richten?

ANTWOORD.

De infanterie-kazerne te Leuven is in bevredigenden staat en bezit de vereischte lokalen. Er zijn enkel onderhoudswerken en kleine verbeteringen noodig, en deze worden er uitgevoerd door middel van de kredieten, daartoe uitgetrokken op de Begrooting.

De herbouwing der artillerie-kazernen is in beginsel besloten, maar daartoe zal slechts overgegaan worden na andere meer spoedvereischende werken.

VRAAG.

Hoe komt het dat een voedermagazijn te Gent 275,000 frank moet kosten? Deze prijs schijnt overdreven.

ANTWOORD.

In die som is voorzien het aankopen van den grond; daartoe zijn ontegeningen noodig.

Overigens werd de raming gemaakt naar wat andere soortgelijke magazijnen hebben gekost en naar evenredigheid van het aantal rantsoenen, die in het magazijn moeten bewaard worden volgens het getal paarden van het garnizoen.

Het magazijn van Brugge, zuinig gebouwd, kostte, den grond niet inbegrepen, 224,702 frank. Het moet dienen voor de voeding van 700 paarden, terwijl dat van Gent bestemd is voor het leveren van voeder aan 1,200 paarden.

Zooals ik bevolen heb, zal de strengste spaarzaamheid voor al die werken aan den dag gelegd worden.

VRAAG.

Zou de stad Charleroi verplicht zijn een oefeningsplein te verleen om cavalerie te bekomen in de kazernen die daartoe gebouwd werden?

ANTWOORD.

Zonder vooraf te bevestigen wanneer de cavalerie in garnizoen zal gelegd worden te Charleroi, is de stad verplicht, krachtens het decreet van 18 October 1810, vooreerst een oefeningsplein te bezorgen.

VRAAG.

Ware het niet raadzaam de militaire eer, die wordt bewezen bij het overlijden van een drager der Leopoldsorde, eenigszins te beperken?

ANTWOORD.

Het nieuw reglement op den garnizoensdienst, dat thans ter pers ligt om eerlang te worden ingevoerd, schenkt in dezen grootendeels bevrediging.

VRAAG.

Hoe staat het met het bestudeeren van het vraagstuk der kas voor weduwen van officieren en onderofficieren des legers?

ANTWOORD.

De Commissie, belast met het onderzoek van dit vraagstuk, kon, na langdurige opzoekingen, de sterftetabel voor de officieren en hunne vrouwen opmaken. Deze tabellen dienen tot grondslag voor het berekenen van het bedrag der renten, aan de overlevende weduwen te betalen. Deze laatste berekening is nagenoeg afgelopen.

De sterftetabellen, inzonderheid voor gehuwde militairen van lagere graad, zullen eerlang opgemaakt zijn. Vervolgens bepaalt de Commissie de grondslagen der kas voor de weduwen van die militairen.

VRAAG.

Kan de Regeering de som, die tot heden werd uitgegeven om de artillerie te bewapenen met het Mausergeweer, omstandig mededeelen?

Is de bewapening volledig?

ANTWOORD.

De kredieten, tot nog toe toegekend en uitgegeven ten einde de troepen der vestingartillerie en de bijzondere compagnieën der artillerie te bewapenen met een Mauserrepeteergeweer, zijn hieronder opgegeven :

Begrooting van 1906	fr. 300,000.00
— 1907	» 350,000.00
— 1908	» 250,000.00
Te zamen	fr. 900,000.00

Met deze kredieten werden vervaardigd door de private nijverheid of in de militaire werkplaatsen :

In 1906	4,050 geweren
— 1907	5,150 —
— 1908	5,563 —

Te zamen . . . 12,763 geweren, in mindering op de benoodigde 20,000 (in ronde cijfers).

VRAAG.

De klerken, gehecht aan het Ministerie van Oorlog, genieten jaarwedden bepaald als volgt :

Klerk bij het hoofdbestuur : 1,600 tot 3,200 frank ;

Klerk bij den dienst voor slaping en bij het centraal kleedingmagazijn : 1,400 tot 2,400 frank.

Niets, billijkt zulk verschil van jaarwedde tusschen bedienden van denzelfden graad, geworven bij dezelfde militie(reserve-officieren en gewezen onder-officieren).

Allen hebben dezelfde behoeften. Kan de tegenwoordige duurte van alle voorwerpen en stoffen, dagelijks gebruikt in een huisgezin, niet in aanmerking komen om desnoods een billijken en rechtvaardigen maatregel te rechtvaardigen?

De heer Minister van Oorlog begreep de grootere behoeften zijner ambtenaren en bedienden bij het hoofdbestuur en verleende hun dit jaar, door herinrichting, verbetering van lot. Waarom strekt hij deze maatregelen niet uit tot de beampten bij den dienst voor de slaping en bij het centraal kleedingmagazijn ?

ANTWOORD.

De klerken bij den dienst voor de slaping en bij het centraal kleedingmagazijn kunnen niet gelijkgesteld worden met die van het hoofdbestuur.

Eerstbedoelde zijn eenvoudig belast met het toezicht of de boekhouding; laatstgemelde oefenen gewichtiger bedieningen uit, die doorgaans meer uitgestrekte kundigheden vergen.

Nochtans onderzoek ik of het niet gepast ware, het minimum en het maximum der jaarwedde van eerstgemelde eenigszins te verhoogen.

VRAAG.

Uittreksel uit de processen-verbaal der Gemengde Commissie 1900-1901.

Blz. 424. « Zal de Regeering maatregelen nemen :

1°

2°

3° « Om toereikende kaders van reserve-officieren in te richten. » Eenparig aangenomen.

Blz. 265. « 't Ware eene hersenschim, te denken dat een land het volledige kader noodig voor de oorlogsterkte, geregeld kan onderhouden. Overal wordt een beroep op reserve-officieren gedaan. Ingeval van mobielmaking gaan een zeker getal officieren van het Duitsche leger in werkelijken dienst over naar de tweede linie of naar de vestingtroepen; in werkelijken dienst worden zij vervangen door reserve-officieren; deze vormen daarenboven het meeren-deel der ondergeschikte kaders van de troepen in niet werkelijken dienst.

Volgens de laatste jaarboeken, zijn er in Duitschland nagenoeg 13,000 reserve-officieren; in Frankrijk meer dan 10,000. Met ons ontwerp zouden er in België van 1,000 tot 1,200 noodig zijn; dit cijfer is geenszins overdreven. Om deze instelling voldoende uitslagen te doen geven, zou men moeten navolgen wat elders geschiedt. Wij hebben den weg aangeduid langs waar men voordeel kan halen; men zou voorzeker deze officieren zekere voordeelen moeten toekennen, zooals in andere landen, te weten :

1° Eene vergoeding voor uitrusting;

2° De soldij en de toekenningen, verbonden aan hunnen graad ingeval van binnenroeping;

3° 50 l. h. korting, den officieren verleend op Staatsspoorweg.

Het 1° en het 2° werden door het Departement van Oorlog toegekend. Het 3°, aan het Spoorwegbestuur gevraagd, werd geweigerd.

Is het Departement van Oorlog niet van oordeel dat het nuttig en billijk ware terug te komen op deze beslissing en andermaal aan te dringen bij het Spoorwegbestuur? Trouwens, met het oog op 's lands verdediging, is het van veel belang het blijkbaar ontoereikend kader onzer reserve-officieren aan te vullen. Maatregelen in dien zin schijnen des te nuttiger, daar de officieren, die in Congo dienen, ingeval van mobielmaking moeten vervangen worden.

In dit opzicht vergt een vraagstuk de aandacht. Het kan volgenderwijs worden uitgedrukt : het Belgisch leger het getal officieren verstrekken, die worden gëeischt door de tabellen van mobielmaking, deze officieren in België bij de hand hebben en tevens het koloniaal leger het noodige getal officieren bezorgen.

Over dit vraagstuk werd door commandant Roget eene belangwekkende studie geschreven in het Bulletin de la Société d'études coloniales, November 1908.

ANTWOORD.

Behalve de voordeelen, door de Middenafdeeling aangeduid, heeft het Departement van Oorlog, doordrongen van de noodzakelijkheid om een toe-

reikend getal reserve-officiëren te bezitten, hun voortdurend verschillende voordeelen verschaft: hunne zonen worden toegelaten in de cadettenschool; zij erlangen geneeskundige verpleging, worden toegelaten in de krijgshospitalen, zoowel als de officieren in werkelijken dienst; zij kunnen de Leopolds-orde bekomen.

Over de maatregelen om de kolonie het noodig getal officieren te bezorgen en tevens het gemobiliseerd leger in dat opzicht volledig te maken, werd onderhandeld door de daarbij betrokken Departementen.

Reeds werd het Departement van Spoorwegen aanzocht om aan de reserve-officiëren 50 t. h. korting op Staatsspoorweg te verleen.

Opnieuw dring ik bij dat Departement aan, het den wensch der Middenafdeeling mededeelende.

De Begrooting van Oorlog wordt aangenomen met 4 stemmen tegen 3.

De Verslaggever,

MAURICE PIRMEZ.

De Voorzitter,

NERINCX.

